

Editorial de Jean Claude MAILLY daté du mercredi 5 février 2014

Le mouvement du 18 mars

Notre meeting du 29 janvier dernier, halle Freyssinet, a été un succès. On le doit en particulier aux délégations de militant(e)s venues de tout le territoire national. Près de 6.000 personnes étaient ainsi présentes.

Face à la dégradation de la situation économique et sociale j'ai, au nom du Bureau confédéral, rappelé les analyses, positions et revendications de Force Ouvrière, notamment en matière d'emploi, de salaire, de sécurité sociale et de services publics républicains.

La question du «pacte de responsabilité» étant au cœur de l'actualité et révélatrice de la politique économique et sociale suivie, elle a été également décortiquée, tant en termes de méthode que de contenu et de conséquences en matière de sécurité sociale.

Tout cela a conduit la Commission exécutive confédérale, unanime, à prendre des initiatives, que j'ai annoncées à la fin de mon discours.

«Vous l'avez constaté tout au long de mon discours, les urgences sont nombreuses et les solutions et les traitements de ces urgences sont à trouver et à organiser.

Face à la situation, aux revendications et attentes en matière de salaires, d'emploi, de sécurité sociale, de service public républicain, nous ne pouvons pas rester l'arme au pied.

Nous savons tous que les mobilisations interprofessionnelles ne s'improvisent pas, que les travailleurs peuvent hésiter, même si le mécontentement est profond. Mais il est aussi de notre responsabilité de leur donner des perspectives, de conjuguer la solidarité public/privé, de peser sur les événements, d'exprimer clairement le rapport de force.

J'évoquais tout à l'heure les risques qui pèsent sur la Sécurité sociale. Ces risques, les personnels les vivent déjà sur leurs salaires, leurs conditions de travail, leurs emplois. Ce n'est pas un hasard mais une nécessité si les cinq fédérations des personnels, dont Force Ouvrière, les appellent à la grève le 18 mars prochain.

Ils ont raison, la Sécurité sociale, celle des anciens, celle d'aujourd'hui et celle à garantir demain, mérite bien une grève.

Mais au-delà de la Sécurité sociale, ce que vous dites, ce que les salariés du public et du privé disent, tout ce que j'entends dans les visites d'entreprises ou d'administrations, c'est :

- nous voulons des augmentations de salaires;
- nous voulons des créations d'emplois en CDI ou statutaires;
- nous voulons de vrais services publics républicains.

Emploi, salaires, services publics, Sécurité sociale, voilà, mes chers camarades, ce que nous devons revendiquer, ce que nous devons défendre, ce que nous devons exiger.

Aujourd'hui, ça grogne.

Aujourd'hui, le changement est attendu.

Aujourd'hui, je l'ai déjà dit, la France est comme un volcan.

Notre rôle c'est aussi, une fois les revendications définies, de mettre en place les conditions pour obtenir satisfaction.

Nous savons toutes et tous que rien ne nous sera donné, que tout devra être arraché. Cela passe, certes, par la négociation, mais aussi par l'action, deux faces complémentaires du rapport de force.

C'est pourquoi, en ce 29 janvier 2014, au nom de la Commission exécutive confédérale unanime, nous avons décidé de faire du 18 mars une journée de rassemblements et de manifestations. Et nous sommes prêts à le faire avec d'autres organisations syndicales partageant les mêmes préoccupations.

Et je m'adresse aux autres syndicats aussi pour faire de ce 18 mars une journée de grève interprofessionnelle.

À Force Ouvrière, nous y sommes prêts.

À Force Ouvrière, nous sommes déterminés.

À Force Ouvrière, nous en avons déjà le mandat.

Lors de ses vœux, le président de la République a expliqué que, je le cite: "s'il n'y a pas de risque, il n'y a pas de possibilité de gain, de victoire et de réussite.

Le risque, a-t-il ajouté, il s'appelle le mouvement, il doit être collectif".

Alors oui, mes camarades, nous n'avons pas la même vision du risque et du mouvement collectif.

Pour nous, le mouvement collectif ce n'est pas un pacte austère d'unité nationale, mais l'action par la grève, les manifestations et les rassemblements.

C'est-à-dire l'expression libre et volontaire de ce que je continue à appeler la classe ouvrière. Celle dont Pierre Mauroy disait déjà, après les élections présidentielles de 2002, qu'elle avait été oubliée.

Alors mes chers camarades, repartez la tête haute, fiers de prendre nos responsabilités, montrez que vous voulez un vrai changement, exigez d'être respectés, allez convaincre vos collègues.»

Il importe maintenant de tout mettre en œuvre pour préparer et réussir ce mouvement du mardi 18 mars.